

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1362

[C - 99/29265]

29 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant certaines dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er} modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1967, 21 octobre 1968, 25 novembre 1976 et 16 décembre 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 et par la loi du 31 juillet 1984;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 1971, 18 mars 1976, 14 novembre 1978, 4 avril 1980, 5 mars 1981 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1^{er} septembre 1983, 1^{er} août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995 et 9 janvier 1996, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 juin 1996, 30 août 1996 et 24 octobre 1996, par le décret du 24 juillet 1997, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998, par le décret du 6 avril 1998, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 1998 et par les décrets des 17 juillet 1998, 4 janvier 1999 et 8 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 9 novembre 1989 et 20 novembre 1989 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 10 juin 1993, 30 août 1996 et 12 janvier 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française modifié par les arrêtés royaux des 8 juillet 1976 et 14 novembre 1978, par l'arrêté royal n° 71 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1984 et 29 août 1985, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 novembre 1991, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 7 octobre 1993 et 28 septembre 1994, par le décret du 24 juin 1996 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 novembre 1991 et 30 avril 1993, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 11 janvier 1995 et 28 août 1995, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 octobre 1996 et 24 octobre 1996, par le décret du 4 février 1997 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu le protocole de négociation du 4 février 1999 du Comité de Secteur IX;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 février 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Modifications à l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Article 1^{er}. L'article 23, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Le stagiaire à charge duquel est formulée une proposition motivée de licenciement est, à sa demande, entendu par la commission des stages. Il peut se faire assister par un avocat, un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française en activité de service ou retraité ou par un délégué d'une organisation syndicale agréée. »

Art. 2. L'article 71 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 71. Chacune des chambres de recours est composée pour moitié de membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française et pour moitié de représentants de chacune des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, proposés par elles. Chacune de ces organisations syndicales dispose d'au moins un représentant.

Les membres sont désignés par le Ministre. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 3. Dans l'article 14^{ter}, § 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et complété par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, chacune de ces organisations syndicales disposant d'au moins un représentant; »;

2° à l'alinéa 3, les termes « organisations syndicales représentatives » sont remplacés par les termes « organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX ».

Art. 4. Dans l'article 14^{quater}, § 2, du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et complété par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° de quatre membres désignés par les organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, chacune de ces organisations syndicales disposant d'au moins un représentant; »;

2° à l'alinéa 3, les termes « organisations syndicales représentatives » sont remplacés par les termes « organisations syndicales précitées ».

Art. 5. Dans l'article 38, alinéa 3, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, le terme « représentative » est remplacé par le terme « agréée ».

Art. 6. Dans l'article 43, alinéa 3, du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, le terme « représentative » est remplacé par le terme « agréée ».

Art. 7. Dans l'article 60 du même arrêté, les termes « de l'une des commissions composées à cet effet » sont remplacés par les termes « de la commission composée à cet effet ».

Art. 8. L'article 61 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. L'article 62 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 62. Pour l'application de l'article 60, il est institué une commission composée d'un président choisi parmi les fonctionnaires généraux du Ministère, de trois membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère titulaires au moins du grade de directeur et de trois représentants des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, proposés par elles. Chacune de ces organisations syndicales dispose d'au moins un représentant. »

Art. 10. Dans l'article 63 du même arrêté, les termes « des commissions » sont remplacés par les termes « de la commission ».

Art. 11. L'article 123 du même arrêté, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 10 juin 1993 et 19 juillet 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 123. § 1^{er}. Pour les membres du personnel directeur et enseignant, à l'exclusion des chefs d'établissement, pour les membres du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social :

1° le rappel à l'ordre, la réprimande et la retenue sur traitement sont proposés soit par le chef d'établissement soit par l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet et sont prononcés par le Ministre;

2° les autres peines sont proposées par l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet et sont prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

§ 2. Pour les chefs d'établissement, toutes les peines sont proposées par l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet. Le rappel à l'ordre, la réprimande et la retenue sur traitement sont prononcés par le Ministre; les autres peines sont prononcées par le Gouvernement.

§ 3. Pour les inspecteurs, toutes les peines sont proposées par l'inspecteur général ou l'administrateur pédagogique. Le rappel à l'ordre, la réprimande et la retenue sur traitement sont prononcés par le Ministre; les autres peines sont prononcées par le Gouvernement.

§ 4. Pour les inspecteurs généraux et l'administrateur pédagogique, toutes les peines sont proposées par l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ou le fonctionnaire général qu'il délègue à cet effet. Le rappel à l'ordre, la réprimande et la retenue sur traitement sont prononcés par le Ministre; les autres peines sont prononcées par Nous. »

Art. 12. L'article 140 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 140. Chaque comité est composé pour moitié de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française et pour moitié de représentants de chacune des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, proposés par elles. Chacune de ces organisations syndicales dispose d'au moins un représentant.

Les membres sont désignés par le Ministre. »

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969*

fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat

Art. 13. Dans l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 9 novembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les termes « de l'Etat » sont remplacés par les termes « organisé par la Communauté française »;
- 2° les termes « pour la fonction sollicitée » sont supprimés.

Art. 14. Dans l'article 4bis, alinéa 6, du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, le terme « représentative » est remplacé par le terme « agréée ».

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 15. L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36. Chaque comité est composé de trois membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française, désignés en accord avec les chefs de culte, et de trois représentants des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, proposés par elles. Chacune de ces organisations syndicales dispose d'au moins un représentant.

Les membres sont désignés par le Ministre. »

CHAPITRE V. — *Modifications à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial*

Art. 16. Dans l'article 23 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les termes « de l'Etat » sont remplacés par les termes « de la Communauté française »;
- 2° au dernier alinéa, les termes « siégeant au comité de consultation syndicale du Ministère » sont remplacés par le terme « agréée ».

Art. 17. Dans l'article 40, alinéa 2, du même arrêté, les termes « de l'Etat » et « siégeant au sein du comité de consultation syndicale du Ministère » sont respectivement remplacés par les termes « de la Communauté française » et « agréée ».

Art. 18. Dans l'article 49, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « de l'une des commissions composées à cet effet » sont remplacés par les termes « de la commission composée à cet effet ».

Art. 19. L'article 50 du même arrêté est abrogé.

Art. 20. Dans l'article 51 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Pour l'application de l'article 49, il est institué une commission composée d'un président choisi parmi les fonctionnaires généraux du Ministère, de trois membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère titulaires au moins du grade de directeur et de trois représentants des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, proposés par elles. Chacune de ces organisations syndicales dispose d'au moins un représentant.

La commission émet son avis dans un délai d'un mois à partir de la date de sa notification.

A défaut d'avis dans le délai imparti, le Ministre n'est plus tenu de surseoir à sa décision.

§ 2. La commission est assistée d'un secrétaire nommé par le Ministre parmi les fonctionnaires du Ministère.

Le secrétaire n'a pas voix délibérative. »;

- 2° au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « d'une commission » sont remplacés par les termes « de la commission ».

Art. 21. Dans l'article 52 du même arrêté, les termes « des commissions » sont remplacés par les termes « de la commission ».

Art. 22. Dans l'article 90, alinéa 2, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996, les termes « de l'Etat » et « présentés par chacune des trois organisations syndicales siégeant au comité de consultation syndicale du Ministère, choisis à raison d'un membre par organisation syndicale » sont respectivement remplacés par les termes « de la Communauté française » et « proposés par les organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, chacune de ces organisations syndicales disposant d'au moins un représentant ».

Art. 23. Dans l'article 126, alinéa 2, du même arrêté, tel que remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, le 3° est complété par les termes « , chacune de ces organisations syndicales disposant d'au moins un représentant ».

Art. 24. Dans l'article 150 du même arrêté, les termes « de chacune des trois organisations syndicales siégeant au comité de consultation syndicale du Ministère, au prorata d'un membre par organisation syndicale » sont remplacés par les termes « des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX, chacune de ces organisations syndicales disposant d'au moins un représentant ».

Art. 25. Dans l'article 158, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « de l'Etat » et « siégeant au comité de consultation syndicale du Ministère » sont respectivement remplacés par les termes « de la Communauté française » et « agréée ».

Art. 26. Dans l'article 174 du même arrêté, tel que modifié par le décret du 24 juin 1996, le point *b*) est abrogé.

Art. 27. Dans l'article 177, alinéa 1^{er}, du même arrêté, tel que modifié par le décret du 24 juin 1996, les termes « , par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, » sont supprimés.

Art. 28. Les articles 186 et 187 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 1999, à l'exception de l'article 23 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 1999.

Art. 30. Le Ministre ayant les statuts des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1362

[C - 99/29265]

29 APRIL 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het administratief statuut van de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 september 1967, 21 oktober 1968, 25 november 1976 en 16 december 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984 en bij de wet van 31 juli 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 1971, 18 maart 1976, 14 november 1978, 4 april 1980, 5 maart 1981 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995 en 9 januari 1996, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 juni 1996, 30 augustus 1996 en 24 oktober 1996, bij het decreet van 24 juli 1997, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998, bij het decreet van 6 april 1998, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 1998 en bij de decreten van 17 juli 1998, 4 januari 1999 en 8 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 november 1989 en 20 november 1989 en bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, 30 augustus 1996 en 12 januari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlische en orthodoxe godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 juli 1976 en 14 november 1978, bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1984 en 29 augustus 1985, bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 november 1991, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 1993 en 28 september 1994, bij het decreet van 24 juni 1996 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 september 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 73 van 20 juli 1982 en nr. 226 van 7 december 1983, bij de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 november 1991 en 30 april 1993, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 januari 1995 en 28 augustus 1995, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996 en 24 oktober 1996, bij het decreet van 4 februari 1997 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 4 februari 1999 van het Sectorcomité IX;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 februari 1999 over de aanvraag om advies dat de Raad van State binnen een termijn van minder dan een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 april 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs, de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindermwzijn en de gezondheids promotie, van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Artikel 1. Artikel 23, lid 1, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1966 houdende het statuut van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De stagiair tegen wie een gemotiveerd afdankingsvoorstel wordt gedaan, wordt op zijn verzoek door de stagecommissie gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap in dienstactiviteit of gepensioneerd of door een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie. »

Art. 2. Artikel 71 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 71. Elke Raad van Beroep bestaat voor de helft uit leden van het administratief personeel, van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap en voor de andere helft uit vertegenwoordigers van elke vakorganisatie vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité - sector IX, door deze voorgedragen. Elke vakorganisatie heeft ten minste een vertegenwoordiger.

De leden worden door de Minister aangesteld. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 3. Aan artikel 14ter, § 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 en aangevuld met het besluit van de Regering van 4 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° vier leden aangesteld door de vakorganisatie en vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité - sector IX; elke vakorganisatie beschikt over ten minste een vertegenwoordiger; »;

2° in lid 3 worden de woorden « representatieve vakorganisaties » vervangen door de woorden « vakorganisaties vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité - sector IX ».

Art. 4. Aan artikel 14quater, § 2 van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993 en aangevuld met het besluit van de Regering van 4 juli 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° vier leden aangesteld door de vakorganisaties vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité - sector IX; elke vakorganisatie beschikt over ten minste een vertegenwoordiger; »

2° in lid 3 worden de woorden « representatieve vakorganisaties » vervangen door de woorden « voormelde vakorganisaties ».

Art. 5. In artikel 38, lid 3, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983 en vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt het woord « representatieve » vervangen door het woord « erkende ».

Art. 6. In artikel 43, lid 3 van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt het woord « representatieve » vervangen door het woord « erkende ».

Art. 7. In artikel 60 van hetzelfde besluit worden de woorden « van een van de hiertoe opgerichte commissies » vervangen door de woorden « van de hiertoe opgerichte commissie ».

Art. 8. Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 62 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 62. Voor de toepassing van artikel 60 wordt er een commissie ingesteld, bestaande uit een voorzitter gekozen onder de ambtenaren-generaal van het Ministerie, drie leden gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie ten minste titularis van de graad van directeur en drie vertegenwoordigers van de vakorganisaties vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité- sector IX, die door deze worden voorgedragen. Elke vakorganisatie heeft ten minste één vertegenwoordiger. »

Art. 10. In artikel 63 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de commissies » vervangen door de woorden « van de commissie ».

Art. 11. Artikel 123 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 en 19 juli 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 123. § 1. Voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, de inrichtingshoofden uitgezonderd, voor de leden van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en van het sociaal personeel worden :

1° de terechtwijzing, de berisping en de inhouding op de wedde voorgesteld hetzij door het inrichtingshoofd, hetzij door de Administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of door de ambtenaar-generaal die hij daartoe afvaardigt en door de Minister uitgesproken;

2° de andere tuchtstraffen voorgesteld door de Administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of door de ambtenaar-generaal die hij daartoe afvaardigt en uitgesproken door de overheid die bevoegd is om te benoemen.

§ 2. Voor de inrichtingshoofden worden alle straffen voorgesteld door de Administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of door de ambtenaar-generaal die hij daartoe afvaardigt. De terechtwijzing, de berisping en de inhouding op de wedde worden door de Minister uitgesproken; de andere straffen worden door de Regering uitgesproken.

§ 3. Voor de inspecteurs worden alle straffen door de inspecteur-generaal of door de pedagogische administrateur voorgesteld. De terechtwijzing, de berisping en de inhouding op de wedde worden door de Minister uitgesproken; de andere straffen worden door de Regering uitgesproken.

§ 4. Voor de inspecteurs-generaal en de pedagogische administrateur worden alle straffen voorgesteld door de Administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek of door de ambtenaar-generaal die hij daartoe afvaardigt. De terechtwijzing, de berisping en de inhouding op de wedde worden door de Minister uitgesproken; de andere straffen worden door Ons uitgesproken. »

Art. 12. Artikel 140 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 140. Elke commissie bestaat voor de helft uit personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en voor de andere helft uit vertegenwoordigers van elke vakorganisatie vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité - sector IX, door deze voorgedragen. Elke vakorganisatie heeft ten minste een vertegenwoordiger.

De leden worden door de Minister aangesteld. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs

Art. 13. Aan artikel 2, lid 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 9 november 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « het rijksonderwijs » wordt vervangen door de woorden « het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap »;

2° de woorden « voor het aangevraagde ambt » geschrapt.

Art. 14. In artikel 4bis, lid 6 van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, wordt het woord « representatieve » vervangen door het woord « erkende ».

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlsche en orthodoxe godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 15. Artikel 36 van dit besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36. Elke commissie bestaat uit drie personeelsleden van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aangesteld in overleg met de eredienshoofden, en uit drie vertegenwoordigers van de vakorganisaties vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité - sector IX, door deze voorgedragen. Elke vakorganisatie heeft ten minste een vertegenwoordiger.

De leden worden door de Minister aangesteld. »

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs

Art. 16. Aan artikel 23 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van het rijkscentrum » worden vervangen door de woorden « van het centrum van de Franse Gemeenschap »;

2° in het laatste lid worden de woorden « een vakvereniging die zitting heeft in de syndicale raad van advies van het Ministerie » vervangen door de woorden « een erkende vakorganisatie ».

Art. 17. In artikel 40, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « het rijkscentrum » en « een vakvereniging die zitting heeft in de syndicale raad van advies van het Ministerie » respectievelijk vervangen door de woorden « het centrum van de Franse Gemeenschap » en « een erkende vakorganisatie ».

Art. 18. In artikel 49, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « van een der hiertoe opgerichte commissies » vervangen door de woorden « van de hiertoe opgerichte commissie ».

Art. 19. Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel 51 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de §§ 1 en 2 worden vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Voor de toepassing van artikel 49 wordt er een commissie opgericht bestaande uit een voorzitter gekozen onder de ambtenaren-generaal van het Ministerie, drie leden gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie titularis van ten minste de graad van directeur, en drie vertegenwoordigers van de vakorganisaties vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité - sector IX, die door deze worden voorgedragen. Elke vakorganisatie heeft ten minste één vertegenwoordiger.

De commissie brengt haar advies uit binnen een termijn van één maand, ingaande de dag van de kennisgeving.

Bij ontstentenis van advies binnen de vastgestelde termijn, is de Minister niet langer gehouden zijn beslissing uit te stellen.

§ 2. De commissie wordt bijgestaan door een secretaris, benoemd door de Minister onder de ambtenaren van het Ministerie.

De secretaris is niet stemgerechtigd. »;

2° in § 3, lid 1 worden de woorden « van een commissie » vervangen door de woorden « van de commissie ».

Art. 21. In artikel 52 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de commissies » vervangen door de woorden « van de commissie ».

Art. 22. In artikel 90, lid 2, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996, worden de woorden « van de rijkscentra » en « vertegenwoordigd door elk van de drie vakverenigingen die zitting hebben in de syndicale raad van advies van het Ministerie, naar rata van één per vakvereniging » respectievelijk vervangen door de woorden « van de centra van de Franse Gemeenschap » en « voorgedragen door de vakorganisaties vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité -sector IX; elke vakorganisatie heeft ten minste één vertegenwoordiger ».

Art. 23. In artikel 126, lid 2 van hetzelfde besluit, zoals vervangen door het besluit van de Executieve van 30 april 1993, wordt 3° aangevuld met de woorden « , elke vakorganisatie heeft ten minste één vertegenwoordiger ».

Art. 24. In artikel 150 van hetzelfde besluit worden de woorden « elk van de drie vakverenigingen die zitting hebben in de syndicale raad van advies van het Ministerie, naar rata van één per vakvereniging » vervangen door de woorden « van de vakorganisaties vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité -sector IX; elke vakorganisatie heeft ten minste één vertegenwoordiger ».

Art. 25. In artikel 158, lid 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « van de rijkscentra » en « die zitting heeft in de syndicale raad van advies van het Ministerie » respectievelijk vervangen door de woorden « de centra van de Franse Gemeenschap » en « erkende ».

Art. 26. In artikel 174 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 juni 1996, wordt punt b) opgeheven.

Art. 27. In artikel 177, lid 1 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 juni 1996, worden de woorden « , wegens ambtsopheffing in het belang van de dienst » geschrapt.

Art. 28. De artikelen 186 en 1287 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1999, behoudens artikel 23, dat in werking treedt op 1 september 1999.

Art. 30. De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 april 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE